

## DISCUSSION

**J. Garnotel<sup>1</sup>.** – La flambée des prix agricoles se propage aux prix alimentaires. Comment prévenir une crise alimentaire du genre de celle de 2008 ?

Les stocks tampons mondiaux sont aujourd'hui insuffisants pour faire face aux fluctuations de l'offre. Notre groupe PAC a fait des propositions pour revenir à une meilleure stabilité. La nouvelle PAC devra-t-elle se prémunir contre la volatilité des prix à défaut d'éradiquer l'instabilité ?

**A. Neveu.** – Les stocks mondiaux de céréales sont heureusement un peu plus élevés qu'en 2007, mais encore insuffisants pour assurer la stabilité des prix. De plus, la spéculation sur l'ensemble des matières premières, y compris agricoles, s'est accrue. Or le projet de réforme de la PAC ne prévoit rien pour lutter contre la volatilité des prix de marché. Les objectifs du G20 de réguler les marchés agricoles sont donc les bien venus, pour autant qu'ils débouchent sur des décisions concrètes.

**J.F. Colomer<sup>2</sup>.** – La compétitivité de l'agriculture et notamment de l'élevage en Allemagne ne repose-t-elle pas sur des innovations industrielles associées à l'agriculture (biogaz, éolienne, solaire). Et qui sont demandées par la société à la différence de la France, où on a une approche par le haut et avec des engagements à moyen terme, type « Grenelle de l'Environnement », comme par exemple la réduction des applications des produits phytosanitaires ?

**A. Neveu.** – Les facteurs qui contribuent à assurer la compétitivité de l'agriculture allemande sont multiples, et notamment fiscaux et salariaux. Le biogaz est produit dans 5000 exploitations d'élevage. C'est beaucoup plus qu'en France sans être déterminant au plan global. Dans l'ensemble, les engagements en vue de réduire les nuisances environnementales sont nombreuses mais gérées au niveau des länders (comme le plan Méka dans le Bade Wurtemberg).

**J-F. Morot-Gaudry<sup>3</sup>.** – 1) Quelles sont les statistiques concernant la production de Maïs en France en 2010?"

2) L'agriculture allemande se modernise à grands pas. Les allemands ont investi récemment massivement dans les biotechnologies liées à la préservation de l'environnement. Ce domaine n'était pas nouveau pour eux, ils ont développé depuis toujours des technologies de pointe concernant notamment la méthanisation des déchets agricoles. Ils ont hérité par ailleurs de grands domaines agricoles d'Allemagne de l'est qu'ils ont entièrement renouvelés. Enfin ils bénéficient d'une main-d'œuvre de l'est bon marché et d'un système de taxes et d'aides adapté. Tout cela se réalise avec les grandes capacités d'organisation et d'efficacité qui font depuis toujours leur réputation"

---

<sup>1</sup> Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, ingénieur en agriculture (ESA Purpan-Toulouse), docteur en économie (Paris I).

<sup>2</sup> Vice-président de l'Académie d'Agriculture, administrateur de la Société des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes, 75009 Paris. Courriel : [colomer@saf.asso.fr](mailto:colomer@saf.asso.fr)

<sup>3</sup> Président de l'Académie d'Agriculture de France, Directeur de recherche honoraire de l'INRA, laboratoire de la Nutrition azotée des Plantes, 78026 Versailles. Courriel : [morot@versailles.inra.fr](mailto:morot@versailles.inra.fr)

**A. Neveu.** – Avec 1,54 millions d’hectares en 2010, la surface en maïs grains a diminué de 8,5% par rapport à 2009. 42% de cette surface est irriguée. Le rendement moyen s’est élevé à 89 quintaux par hectare, en baisse de 2 quintaux par rapport à 2009.

Je suis d’accord avec M. Moro-Gaudry sur son deuxième point.

**J-M. Boussard**<sup>4</sup>. – Je ne crois pas en effet que la spéculation soit de nature à modifier sensiblement les prix des matières premières agricoles. Il y a à cela une bonne raison : même si le spéculateur n’a jamais eu l’intention de prendre livraison ou de livrer la marchandise, il ne peut pas ne pas envisager dans quelle situation il se trouverait si par hasard il y était contraint : cela devrait suffire pour que le prix de spéculation ne puisse s’écarter exagérément du prix auquel les quantités physiques doivent s’échanger. Aussi bien, pour vendre, il faut qu’il y ait un acheteur, et pour acheter, un vendeur : ici encore, cela montre que même si les transactions « sur papier » peuvent porter sur des volumes virtuels des dizaines de fois plus grands que le volume physique, cela n’implique pas la possibilité de bulles sans rapport avec la réalité physique.

En fait, les grandes variations dans les prix résultent bien de variations modestes dans les quantités physiques, du fait que ces dernières sont amplifiées par la rigidité de la demande. La question qui se pose alors est celle de savoir quelles sont les causes de ces variations de l’offre physique. Pour les uns, elles sont entièrement fortuites, résultant de variations climatiques ou d’autres causes analogues. Si c’était vrai ce serait une bonne nouvelle, car on pourrait s’en prémunir en faisant jouer des mécanismes d’assurance basés sur le loi des grands nombres. Mais il existe aussi une explication « endogène » du phénomène, qui serait dû aux erreurs de prévision inévitables des producteurs. Ceux ci croient tous ensemble que « cela va monter » (ce qui les incite à augmenter leur production, et provoque l’effondrement des cours) ou que « cela va baisser » (ce qui provoque la hausse, du fait de la baisse de production). De tels mécanismes sont beaucoup plus préoccupants, parce qu’ils remettent en cause la légitimité du marché libre. La question n’est pas tranchée de savoir lequel des ces deux types de phénomènes sont les plus décisifs pour expliquer les mouvements observés.

**G. Paillotin**<sup>5</sup>. Je partage le sentiment de Jean-Marc Boussard. Une part des instabilités des prix est dû aux spéculations annuelles. J’ai vu, dans ma région d’adoption, le Saintonge, s’installer des cultures de colza à l’installation, dans le voisinage, d’une unité de production de diester, puis à leur disparition et à leur remplacement par des cultures de blé il y a deux ans, à la réapparition du colza cette année, etc...etc...

Le GNIS dispose de données assez précoces sur les cultures choisies par les agriculteurs qui permettraient d’y voir plus clair.

**A. Neveu.** – Je ne crois pas du tout au rôle de l’assurance pour se prémunir contre les variations de prix. D’ailleurs, lorsque la sécheresse en Russie et en Ukraine a été annoncée fin juin-début juillet 2010, le prix du blé a presque doublé en un mois. Or aucune compagnie d’assurance ne peut garantir ce type d’aléas. En revanche, une assurance contre les pertes de rendement est coûteuse mais possible.

Je suis également sceptique sur l’importance de l’explication endogène formulée par Jean-Marc Boussard. Certes, dans le passé, elle a fonctionnée par exemple pour le marché du porc en France et expliquait le fonctionnement du cycle du porc sur 3 ans. Mais au niveau mondial et pour les grandes productions, cela me semble moins évident. Car les modifications d’assolement s’effectuent à la

---

<sup>4</sup> Membre de l’Académie d’Agriculture de France, directeur de recherche à l’Institut national de la recherche agronomique, Laboratoire de politique économique, CIRAD, 45bis, avenue de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne. Courriel : [boussard@ivry.inra.fr](mailto:boussard@ivry.inra.fr)

<sup>5</sup> Secrétaire perpétuel de l’Académie d’Agriculture de France.

marge et n'entraînent que des variations assez réduites des quantités produites D'ailleurs celles-ci sont connues très rapidement après les semis comme le signale le Secrétaire perpétuel. Elles n'expliquent donc pas les variations de prix telles celles que nous avons connu entre juin et août 2010.

**J.P. Lanly**<sup>6</sup>. Notre confrère J.F. Colomer s'est interrogé tout à l'heure pour savoir si la France avait pris, par comparaison avec l'Allemagne, le bon virage avec les mesures du « Grenelle de l'Environnement ». Je voudrais apporter, à cet égard, un témoignage : ayant parcouru au printemps dernier la campagne bavaroise et observé que les toits de tous les bâtiments agricoles étaient couverts de panneaux solaires, j'en ai déduit que des incitations avaient été mise en œuvre par les pouvoirs publics, au moins au niveau du Land, pour favoriser l'utilisation de sources renouvelables d'énergie et ainsi réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

Par ailleurs, parmi les raisons qui font que dans certaines filières agricoles, l'Allemagne est plus performante que notre pays, il faut mentionner le maître-mot d'or-ga-ni-sa-tion.

Le 2<sup>ème</sup> section en fait le constat en matière d'économie forestière : le maillon stratégique de la filière bois, à savoir celui du sciage, est modernisé et suffisamment intégré en Allemagne, ce n'est pas le cas en France. Il apparaît indispensable que des efforts d'organisation soient faits par les opérateurs français des filières agricoles et forestière si l'on veut que les deux pays piliers de l'Europe restent au même niveau de performance économique.

---

<sup>6</sup> Trésorier perpétuel de l'Académie d'Agriculture de France, ingénieur général honoraire des Ponts, des Eaux et des Forêts.